



Accord institutionnel: éviter une escalade nuisible

economiesuisse demande au Conseil fédéral et à la Commission européenne de prendre des mesures concrètes pour stabiliser les relations économiques bilatérales. L'expiration prochaine de la reconnaissance de l'équivalence boursière est une mesure purement politique de la Commission européenne qui doit être évitée.

La Commission européenne n'a pas lancé la procédure pour prolonger la reconnaissance de l'équivalence boursière. Cette décision qui se dessinait ces derniers jours constitue un revers pour des relations économiques bilatérales très avantageuses pour les deux parties. Si la reconnaissance de l'équivalence boursière n'est pas prolongée, la Suisse activera son plan d'urgence le 1er juillet prochain.

economiesuisse regrette fortement la tournure que semblent prendre les événements, car le risque d'une escalade de mesures motivées politiquement est désormais réel. Cela complique le lancement de la procédure en vue de la ratification de l'accord-cadre.

economiesuisse appelle le Conseil fédéral et la Commission européenne à renoncer à toute escalade des mesures, car cela ne ferait qu'accroître les dommages politiques et économiques pendant les semaines et les mois à venir. En lieu et place, ils sont invités à stabiliser les relations économiques bilatérales. De même, economiesuisse appelle le Conseil fédéral et la Commission européenne à poursuivre les travaux visant à clarifier les points encore ouverts en

ce qui concerne l'accord-cadre.

Les enjeux tant économiques que politiques sont énormes pour les deux parties:
La Suisse est le pays qui profite le plus de sa participation au marché intérieur de l'UE. À l'inverse, nous sommes le troisième partenaire commercial de l'UE, derrière les États-Unis et la Chine.